

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 148 - 2 Février 1986

Prix : 2 F

MALI-BURKINA

APRES AVOIR

TUE DES

INNOCENTS



LES DICTATEURS S'EMBRASSENT

éditorial

SOMMAIRE

MALI - BURKINA : APRES AVOIR TUE DES INNOCENTS

LES DICTATEURS S'EMBRASSENT

Page 2

- Editorial

Page 3

- AGITATION DANS L'IMMIGRATION autour du conflit Mali-Burkina

Pages 4/5

- HAITI :

- Vers la fin d'une dictature

- Dictature et misère

Page 6

- COTE D'IVOIRE :

Quand les journalistes de "Fraternité - Matin" se réveillent

- SENEGAL : la

"démocratie" musclée a frappé fort

Pages 7/8

- MISERE ET OP-

PRESSION, source des révoltes

Page 9

- AFRIQUE DU SUD :

Une petite reculade qui ne règle rien

** ** *
** ** *

A B O N N E M E N T S

FRANCE : 1 an

- pli ouvert : 24 F

- pli fermé : 48 F

A D R E S S E

voir encadré p. 8

** ** *
** ** *

Moussa Traoré et Thomas Sankara, après avoir fait la guerre durant quelques jours, se sont "réconciliés" à Yamoussokro, en Côte d'Ivoire, en présence de Houphouët Boigny ainsi que d'autres chefs d'Etat africains. A ce "sommet de réconciliation" on a vu les deux dictateurs s'embrasser après s'être traités de tous les noms lors de la guerre. Et toute la clique des dictateurs présents à Yamoussokro, en premier Houphouët, se sont félicités d'avoir pu réunir autour d'une table et "réconcilier" les deux belligérants.

Cela est, paraît-il, le "triomphe de la diplomatie africaine". Mais le problème frontalier entre le Mali et le Burkina a-t-il pour autant été définitivement réglé ? Pas du tout. Car le litige concernant la région d'Agacher que chacun revendique reste toujours entier. Alors, même si on a vu des grands sourires et des embrassades à Yamoussokro, rien ne garantit que demain encore ce conflit n'éclate de nouveau comme dans le passé.

Cette guerre de frontière qui a fait des dizaines de morts de part et d'autre, si elle a été "utile" pour quelqu'un, c'est tout d'abord à Moussa Traoré et à Thomas Sankara. Elle a permis à ces deux dictateurs galonnés de se redorer le blason auprès d'une partie de leur population. Ils en ont profité tous les deux pour faire de la surenchère démagogique et chauviniste.

Cette démagogie a été payante pour les deux. Car on a vu de part et d'autre, des gens qui ont accueilli leurs discours nationalistes avec des applaudissements d'approbation. Certains ont même donné avec une certaine fierté de l'argent aux dirigeants pour les aider à financer cette sale guerre. D'autres se sont portés "volontaires", tout au moins verbalement, pour aller "défendre la patrie occupée par l'ennemi".

Quelle aubaine donc pour Moussa Traoré et Thomas Sankara, eux dont le régime ne tient que par la force de leurs armées. Avant le conflit, Moussa Traoré avait tellement peur des "troubles" au Mali qu'il n'avait même pas voulu venir ici à Paris lors du sommet annuel franco-africain. Il craignait qu'on ne lui pique sa place en son absence.

Cette guerre n'a duré que quelques jours mais elle a déjà fait quelques dizaines de victimes d'après les chiffres officiels. Elle n'avait pas duré plus longtemps, sinon elle aurait fait plus de morts dans la population civile. La vie des gens pauvres ne compte pas pour nos dirigeants. Ils méprisent les pauvres et sont capables de les entraîner dans des guerres pour leurs intérêts de boutique en faisant croire que cela y va de l'intérêt de l'ensemble de la population.

Ils savent très bien que le nationalisme et le chauvinisme sont des moyens de tromper les pauvres pour leur faire oublier les vrais problèmes qui sont la misère et la dictature. Ils font croire aux pauvres que les frontières sont quelque chose de "sacré" que tout le monde doit défendre.

Eh bien non. Si les frontières servent à quelque chose, c'est bien pour diviser les populations. C'est pour cela d'ailleurs que les colonisateurs les ont tracées avant d'accorder les

indépendances. Nos dirigeants y tiennent comme la prunelle de leurs yeux car eux aussi, tout comme les colonisateurs, ont intérêt à ce que les populations restent divisées. Les travailleurs et les pauvres en général n'ont aucun intérêt à défendre ces frontières qui les divisent. Bien au contraire les travailleurs ont tout intérêt à ce que ces frontières disparaissent pour qu'il n'y ait aucune séparation artificielle entre les populations.

L'avenir n'est pas dans la défense des frontières héritées du colonialisme mais dans la constitution d'un vaste ensemble pour mettre en commun toutes les richesses et les énergies des populations. Mais pour aller dans ce sens, les travailleurs devront d'abord se débarrasser de ces dirigeants sanguinaires qui, pour sauvegarder leurs privilèges, sont capables d'entraîner les populations à se massacrer.

Agitation dans l'immigration autour du conflit Mali - Burkina

Pendant la guerre entre le Mali et le Burkina Faso, les travailleurs immigrés maliens, dans les foyers comme dans les familles, ont tous écouté attentivement le peu d'informations qu'on donnait à la radio et à la télévision pour savoir ce qui se passait entre les deux pays. Les travailleurs se posaient la question de savoir "qui a commencé", "qui a tort", "qui a raison" ou "qui des deux a gagné".

Les représentants de l'Ambassade du Mali ont bien sûr répondu que c'est le Burkina qui a commencé et que c'est Moussa Traoré qui avait totalement raison. Car selon eux, le gouvernement de Moussa Traoré a tout fait pour éviter la guerre en donnant plusieurs avertissements à Sankara et en prévenant l'O.U.A (Organisation de l'Unité Africaine) ainsi que l'O.N.U (Organisation des Nations Unies).

Ensuite les représentants de l'Ambassade n'ont pas hésité à demander aux travailleurs de soutenir financièrement le gouvernement malien pour mener la guerre. Ils ont ainsi collecté plusieurs millions de centimes dans les foyers des travailleurs de la région parisienne. Ceux qui ont donné de l'argent ne l'ont pas tous fait vraiment pour soutenir le gouvernement. Certains l'ont fait en disant que même si Moussa Traoré est un dictateur, il fallait "défendre la patrie contre l'agression du Burkina Faso", etc.

Les représentants de l'Ambassade ont de plus annoncé que tous ceux qui auront participé à la collecte seront cités à la Radio malienne pour y être "glorifiés". Pendant cette guerre nous avons dit clairement dans notre journal et dans notre bulletin "TABALLE" que cette guerre était criminelle et qu'il ne fallait chercher qui des deux dictateurs avait tort ou raison.

Car Moussa Traoré tout comme Sankara sont tous les deux des agresseurs, sinon comment sont-ils arrivés au pouvoir ? N'est-ce pas par des coups d'Etat militaires, en arrêtant et même en assassinant ceux qui gouvernaient avant eux ? Sankara parle maintenant de la "révolution burkinabée". Quant à Moussa, ne disait-il pas en 1968 que c'était pour "remettre de l'ordre dans l'économie malienne" ? Vraiment, il faut avoir la mémoire courte ou ne pas comprendre leur politique pour se laisser tromper par ces dictateurs qui nous gouvernent.

Ces dictateurs trompent les travailleurs en leur faisant croire qu'il faut les aider à "défendre la patrie". Nous les travailleurs, nous ne devons pas marcher dans cette combine, car non seulement ce sont les pauvres et les innocents qui vont payer en sang et en argent cette politique guerrière mais en plus nous n'avons pas de patrie. Le Mali n'est pas la patrie des travailleurs maliens, mais celle des bourgeois maliens et tous ces privilégiés qui y gouvernent. Ces gens-là méprisent les pauvres et les travailleurs.

Le seul droit qu'ils nous laissent dans leur patrie est celui de crever de faim en silence, pendant qu'ils s'engraissent, vivent dans des villas et roulent en mercedes climatisées. Eh bien, nous n'avons pas à défendre leur "patrie". Et si nous ne voulons pas que ce genre de guerre criminelle recommence, nous n'avons pas d'autre choix que nous organiser ensemble, quel que soit le pays d'où l'on vient, pour balayer nos dictateurs et leurs frontières artificielles.

HAÏTI

VERS LA FIN D'UNE DICTATURE

Depuis trois mois, à Haïti, des milliers de manifestants, dont une majorité des jeunes, ne cessent de manifester contre le régime corrompu du dictateur Jean Claude Duvalier. Le 29 janvier dernier, il y avait au moins 40 000 manifestants rien que dans la ville du Cap-Haïtien.

Selon les chiffres officiels, le bilan de ces manifestations étendues dans presque tout le pays serait d'une cinquantaine de morts et de plus d'une centaine de blessés. Tout se passe comme si le régime de Duvalier qui, pendant quinze ans (ou près de trente si on compte avec le régime de son père) n'hésite pas à massacrer, torturer ou emprisonner ses opposants est subitement pris de panique devant l'ampleur des manifestations de rue et ne savait où donner de la tête. Même les "Tontons macoutes" tristement célèbres par leur répression impitoyable hésitaient à sortir dans les quartiers "chauds" populaires. Durant plusieurs semaines l'armée aussi a plutôt gardé une attitude passive.

L'église, restée pendant longtemps un des piliers du régime, a retiré son soutien au gouvernement haïtien en estimant que celui-ci était allé trop loin en matière d'injustice sociale et de répression. Les évêques auraient même pris position contre les dirigeants en dénonçant "les voleurs (...) au pouvoir". Enfin les U.S.A qui avaient longtemps soutenu François Duvalier (le père) puis le fils Jean Claude, ont suspendu leur aide financière espérant par cette pression obliger ce dernier à quitter le pouvoir afin de ramener peut-être le calme.

Mais malgré la perte de ces différents soutiens, le dictateur s'accroche au pouvoir, comme un oiseau rapace qui ne veut pas lâcher sa proie. Aujourd'hui Jean Claude Duvalier est un homme aux abois. Il ne compte pratiquement plus que sur ses corps d'élite appelés "léopards" pour le défendre. Mais lui-même ne doit pas être sûr de leur efficacité ou de leur fidélité. Alors il essaie une manoeuvre de diversion : il reconnaît qu'en Haïti "la répartition des richesses était inégale" et qu'il présentera un nouveau projet.

Comme il ne croit pas lui-même à la vertu de son projet, il prend des mesures de répression : interdiction des radios qui donnent des informations sur les manifestations, fermetures des écoles et universités et, tout récemment, instauration de l'état de siège. Pour le moment, ces mesures ne semblent pas arrêter les manifestations. Au contraire celles-ci ont augmenté d'intensité aux cris de "à bas Duvalier" comme si le dictateur a jeté l'huile sur le feu. Tout montre que, vraisemblablement, les jours du dictateur sont comptés; mais la fin de celui-ci ne signifiera nullement celle de la dictature.

Car si les travailleurs, les paysans, les chômeurs et tous les exploités se sont dressés d'un seul coup et sont descendus par milliers dans les rues, ils ne disposent des organes de lutte propres à eux. Il n'y a pas une organisation révolutionnaire capable de les aider à organiser leur lutte de façon efficace pour renverser le régime et le remplacer par un gouvernement à eux.

Seul un tel gouvernement mis en place par eux peut assurer la défense de leurs intérêts et garantir l'existence des libertés démocratiques. Malheureusement tout laisse croire que la situation actuelle en Haïti n'évolue pas dans ce sens. Et malgré l'ampleur des manifestations qui se déroulent actuellement dans ce pays, les fruits des luttes des masses haïtiennes risquent d'être accaparés par d'autres.

HAÏTI

dictature et misère

En Haïti, un des pays les plus pauvres du monde, le dictateur François Duvalier avait pris le pouvoir en 1957. Il avait fait de son pouvoir une sorte de dynastie. Et en 1971, après 14 ans de dictature féroce, quand il n'était plus en état d'exercer lui-même le pouvoir, il l'a cédé à son fils Jean Claude. Celui-ci s'est proclamé très vite "président à vie" de la république.

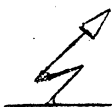
Le régime des Duvalier est complètement corrompu. Mais il a réussi à se maintenir pendant 30 ans grâce à ses hommes de main qui sont recrutés spécialement pour réprimer et sont connus sous le sinistre nom de "Tontons macoutes". Mais le régime devenait de plus en plus pourri et Jean Claude Duvalier a créé, en plus des Tontons macoutes, un bataillon "anti-guérilla" appelé "léopards" pour bien souligner leur férocité.

La corruption est la base même du régime. La famille du président et son entourage se livrent à des trafics en tout genre, y compris la drogue. C'est ainsi que le beau-frère du président a été condamné (pour la forme) pour trafic de drogue. Un autre exemple : un des hommes "forts" du régime, Luckner Cambronne, avait une fortune personnelle de 80 millions de dollars. Cet homme était le parrain d'une société américaine Hemo Caribbean Compagny qui se livrait à un trafic de plasma sanguin. Le scandale, à la suite d'un concours de circonstances, a éclaté autour de ce trafic sordide, a provoqué la chute de l'homme fort en question. Mais combien d'affaires de ce genre ont été systématiquement étouffées ou soigneusement dissimulées?

Dans ce pays livré aux trafiquants, aux voleurs et aux massacreurs, l'écrasante majorité de la population est en proie à une misère épouvantable. Sur un nombre de près de six millions d'habitants, il y a environ 80 à 90 % d'analphabètes. Par milliers les haïtiens fuient la misère et la dictature vers les U.S.A principalement. Et d'année en année, le nombre des réfugiés augmente : A Miami ils sont 300 000 et certainement plus à New-York.

Mais aux U.S.A, ils ne trouvent pas autre chose que la misère et la la prison. C'est la désillusion.

Avec les manifestations et les révoltes qui ont éclaté depuis quelques mois, le régime "fort" semble en désarroi. Et la situation "stable" qui prévalait depuis près de trente ans peut très rapidement s'écrouler si les populations en colère maintiennent leur détermination malgré les morts et emprisonnements.



COTE D'IVOIRE : Quand les journalistes de "Fraternité-Matin" se réveillent o o o

Le journal gouvernemental "Fraternité Matin" vient de publier dans la rubrique "société" un article intitulé "sans détours" concernant l'insalubrité à Abidjan. Voici ce qu'on peut y lire : "A la vérité, cette ville cosmopolite de deux millions d'habitants a du charme et de la classe. Son allure très 'américaine' impressionne bien des visiteurs. Seulement voilà. Abidjan n'est pas une ville propre. En dehors de certains quartiers privilégiés (Deux-Plateaux, Riviera, Golf, Cocody, Plateau ...), le reste est très insalubre. On s'en rend d'ailleurs nettement compte en sillonnant les communes comme Attecombé, Adjamé, Treichville, Koumassi, Abobo-Gare, où l'homme cohabite avec la saleté ..."

Le constat que fait "Fraternité-Matin" est une triste réalité que d'ailleurs les autorités municipales et préfectorales ne peuvent ignorer. Seulement elles font le choix de s'occuper de la vie des quartiers bourgeois et des privilégiés au détriment des quartiers pauvres qui sont des véritables ghettos.

Les journalistes de "Fraternité Matin" savent très bien que ce n'est pas un hasard si les quartiers bourgeois sont mieux entretenus que ceux des pauvres et que ce n'est pas par faute de moyens. Seulement, dire les choses ainsi, dire que tout est organisé pour favoriser les riches et dans l'intérêt des riches, ce n'est pas dans "Fraternité-Matin" qu'on pourra le lire.

SENEGAL

la "démocratie" musclée a frappé fort

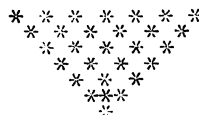
La Cour de Sécurité de l'Etat sénégalais vient de condamner à des peines scandaleuses des militants séparatistes casamançais. Ils sont 34 à être condamnés à des peines allant de 2 à 15 ans. Deux d'entre eux seraient même condamnés à perpétuité.

Ainsi, le régime néocolonial de Dakar applique à la lettre ce que les colons leur avaient appris à l'école, à savoir qu'il y a un temps pour jouer à la comédie de la démocratie parlementaire et un autre temps pour réprimer sauvagement tous ceux qui osent contester la politique réactionnaire de Diouf.

Pourtant, les militants arrêtés avaient raison de se révolter contre la politique centralisatrice de Dakar qui non seulement ne fait pas grand chose pour la région du Cap Vert mais il fait encore moins pour les autres régions, notamment la Casamance.

Le régime de Diouf, en condamnant sévèrement ces militants, vient de montrer son vrai visage : celui d'un régime néocolonial et répressif.

Libération immédiate de tous les condamnés !



MISERE ET OPPRESSION, SOURCE DES REVOLTES.

Dans les pays du Tiers-monde des révoltes éclatent de temps à autre au cours desquelles des centaines, voire des milliers de personnes descendent dans les rues pour manifester. Les raisons de ces révoltes pour la plupart spontanées, peuvent être d'ordre politiques ou sociales. En Afrique du Sud, c'est contre l'Apartheid; la dictature en Haïti, au Chili ou en Ouganda.

Mais en toile de fond, c'est surtout la misère et la pauvreté qui poussent les gens à la révolte. La crise économique mondiale qui dure depuis quelques années ne fait qu'aggraver la situation des populations du Tiers-monde. Par exemple en Afrique la situation est devenue insupportable; la majorité de la population est acculée à la famine. Cette famine, presque permanente, pousse les victimes, plus ou moins résignées autrefois, à entrer en lutte.

Des émeutes éclatent pendant lesquelles les magasins d'alimentation ou des réserves de nourriture sont pris d'assaut; et pillés par des milliers de personnes. C'est ce qui s'est passé par exemple au Brésil, notamment dans une région hostile appelée le Nord-Est. Récemment, au Maroc et en Tunisie des milliers de personnes ont défilé dans les rues pour protester contre les augmentations du prix du pain imposées par l'impérialisme aux dictateurs des deux pays, par l'intermédiaire du Fonds Monétaire International.

Plus la crise s'aggrave, plus elle poussera les populations démunies à la révolte, individuelle ou collective, avec ou sans lendemain meilleur. Parce que tout est question d'organisation. Les masses se révolteront contre la dégradation sans cesse de leurs conditions de vie. Il faudrait qu'il existe à ces moments de révoltes des organisations révolutionnaires pour aider ces masses à prendre leurs propres affaires en mains. Pour que ces révoltes ne soient pas canalisées par des organisations bourgeoises ou petites bourgeoises.

Car on verra sans doute apparaître et se multiplier des groupes ou bandes armés qui pilleront les populations sans armes pour leur propre compte. Des bandes ou groupes qui feront la loi dans un quartier, dans un village, dans une ville ou dans une région toute entière, parallèlement ou en compétition à un gouvernement central, gouvernement incapable de les contrôler ou de les neutraliser.

Au Tchad depuis des années, des bandes armées dirigées par des seigneurs de guerre se partagent le territoire, le contrôlent, y font régner leur propre loi.

En Ouganda, les soldats gouvernementaux chassés de la Capitale Kampala par des rebelles, font la loi dans le Nord du pays.

Face à cette situation en Ouganda, les commentateurs de la presse, radio et télévision réclament un "Etat fort" et centralisé qui ferait régner l'ordre et la loi. Mais ceux qui ont subi ou subissent la dictature sous un Amin Dada, un Bokassa ou un Duvalier savent ce que veut dire un "Etat fort" et centralisé. Il est synonyme de répression, de l'arbitraire de l'exploitation la plus féroce.

Que l'Etat soit fort, centralisé ou disloqué, dans le sens où ce

.../...

n'est pas un seul gouvernement qui dirige le pays, mais plusieurs factions rivales qui délimitent leur territoire dans lequel elles font la loi. Dans un cas comme dans l'autre, la situation n'est pas meilleure pour ceux qui subissent ces régimes.

Dans les guerres civiles comme en Ouganda ou au Tchad, ce sont toujours les populations qui en subissent les conséquences. Ces populations n'y trouvent évidemment pas leurs intérêts. Ce sont des guerres qui leur sont imposées.

Les populations africaines pauvres, si elles ne veulent plus subir la dictature imposée par les gouvernements et les bandes rivales armées, ont intérêt à s'armer, elles aussi, et à piller les exploitateurs et les riches pour leur propre compte.

Oui, il faudrait bien se défendre un jour contre ces exploitateurs de tout poil, contre les bandes pillardes. La seule manière est de s'armer contre eux, collectivement et dans l'intérêt de tous les pauvres.

Parce que, les travailleurs et les paysans pauvres d'Afrique, s'ils ne veulent pas que plus tard leurs exploitateurs, leurs ennemis ne les exploitent encore plus, ne les réduisent carrément en bêtes de somme pour leurs intérêts égoïstes, ont intérêt à s'organiser dès maintenant et à s'armer. Car plus la crise s'installe, plus l'exploitation et l'oppression seront féroces et donc brutales.

Pour rejeter un avenir aussi sombre pour des millions de personnes pauvres, il est nécessaire que partout en Afrique naissent des organisations des pauvres dont le but sera la lutte pour mettre fin à l'exploitation et à l'oppression capitalistes, non seulement en Afrique, mais également dans le reste du monde.

La lutte pour l'émancipation des travailleurs ne coûtera certainement pas plus en vies humaines que toutes ces guerres nationalistes, tribalistes ou autres, qui déchirent le continent africain.

A D R E S S E

DUFFAL / COMBAT OUVRIER Pour le PAT

B.P. 45 95114 - CLICHY - CEDAX

CAMARADE, SI CE JOURNAL T'A PLU, FAIS-LE CIRCULER AUTOUR DE TOI

PRENDS CONTACT AVEC NOUS, ECRIS-NOUS

AFRIQUE DU SUD

une petite reculade qui ne règle rien

Pieter Botha a annoncé devant le parlement de Prétoria que son gouvernement allait abroger le système de "pass" pour la population noire. Le "pass" est une sorte de passeport intérieur ou de laisser-passer, que le régime raciste avait instauré pour réglementer et contrôler le déplacement de la population noire à l'intérieur du pays. Celui qui se déplaçait sans ce laisser-passer était passible de prison.

Botha a annoncé aussi qu'il allait mettre en oeuvre une "nouvelle politique d'urbanisation" en faveur des Noirs. Il a également annoncé la création d'un conseil consultatif où les Noirs seraient représentés.

Si aujourd'hui le régime d'apartheid promet de faire ce petit geste, ce n'est pas de gaieté de coeur. C'est parce qu'il commence peut-être à réaliser que malgré la répression féroce qu'il fait subir à la population noire, cela ne change rien quant à la détermination de celle-ci à se battre pour ses droits.

En réalité ce petit pas en arrière de Botha n'est que de la poudre aux yeux ; et même les dirigeants noirs modérés comme Desmond Tutu le qualifient "d'insignifiant".

Il y a certainement des politiciens bourgeois nationalistes qui ont envie de collaborer plus ouvertement avec Botha et qui sont prêts à le faire pour peu que celui-ci "assouplisse" son régime et le rende "acceptable" aux yeux de la fraction privilégiée de la population noire.

Le régime blanc n'est peut-être pas encore suffisamment au pied du mur pour faire de telles concessions. Mais si les luttes et les révoltes continuent et s'amplifient, les dirigeants racistes peuvent "arranger" leur régime de telle sorte que l'essentiel, c'est-à-dire l'exploitation capitaliste en Afrique du sud, soit préservé.

Car, enfin de compte, c'est cela qui compte le plus pour les bourgeois et là il pourra y avoir un terrain d'entente entre bourgeois de couleurs différentes, parce qu'il y va de leur intérêt commun de classe.

Et si les travailleurs noirs sud-africains, eux qui sont le moteur de la lutte, ne se préparent pas à cette éventualité, demain il n'y aura peut-être plus de ségrégation raciale officielle, mais par contre il y aura toujours l'autre ségrégation, celle des riches contre les pauvres.

M
A
N

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en caste, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.